

LA LAÏCITÉ A DU PLOMB

Au pouvoir dans la plupart des Etats du pays, les fondamentalistes imposent l'idéologie selon laquelle la nation indienne et la population hindoue ne font qu'un. Les agressions envers les musulmans se multiplient. **PAR OLIVIER DEPRESLE**

La scène remonte au 25 février. Elle se déroule à Meerut, une ville située à 70 km au nord de Delhi. Le Corps des volontaires nationaux (Rashtriya Swayamsevak Sangh, RSS) organise ce jour-là une grande démonstration de force des fondamentalistes hindous, en point d'orgue d'une tournée qu'achève alors leur leader, Mohan Bhagwat, dans la vallée du Gange. Un gigantesque terrain vague a été réservé, théâtre d'une mise en scène militaire impeccable. Crédité à la louche de 5 millions de membres, le RSS prétend avoir réussi à faire venir 300 000 nouveaux adhérents, alors que les photos aériennes de la manifestation montrent une foule, certes alignée au cordeau, mais clairsemée, 100 % masculine, arborant l'uniforme obligatoire : pantalon kaki, chemise blanche et calot noir.

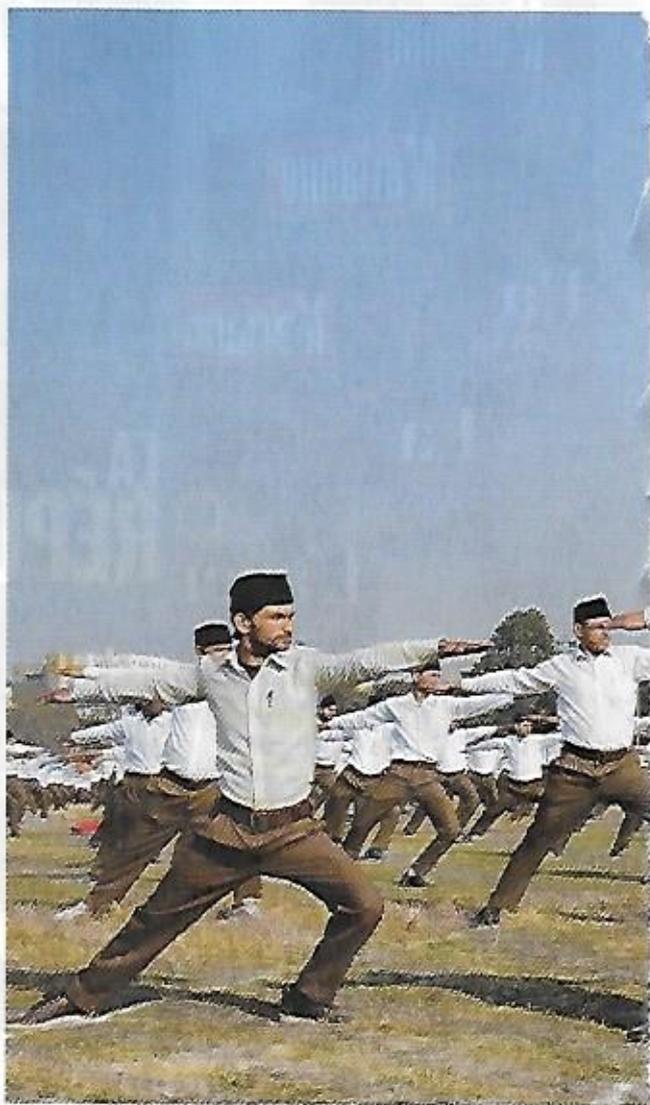
Le discours de Mohan Bhagwat se veut véhément. « *Ceux qui croient en notre mère patrie et en sa culture, ceux qui sont les héritiers des ancêtres de l'Inde, ceux-là sont hindous* », assène-t-il à la tribune, visage fermé, moustache blanche frémissante et index pointé en avant. « *Il y a dans ce pays des hindous qui s'ignorent* », martèle le chef du RSS, pour signifier que, dans son esprit, la nationalité indienne et la religion hindoue ne font qu'un. Dans les rangs du RSS, on prétend que l'hindouisme est « *un art de vivre* », plus qu'une religion. Souvent qualifiée de « fasciste », l'organisation se comporte comme

si les 172 millions de musulmans recensés dans le pays (14,2 % de la population) n'existaient pas. Ou plus exactement : elle les tolère, dès lors qu'ils se plient aux traditions hindoues. L'un des disciples du RSS les plus connus, Nathuram Godse, ne fut pourtant pas aussi tolérant. Le 30 janvier 1948, il assassina le mahatma Gandhi au motif que ce dernier était trop à l'écoute des musulmans.

Mohan Bhagwat est un homme pernicieux. Une dizaine de jours plus tôt, alors que des incidents se multipliaient à la frontière indo-pakistanaise, il a affirmé que sa « famille » était en capacité de lever une armée « *en trois jours* » pour défendre le pays. La « famille », c'est le Sangh Parivar, cette mouvance dont le RSS est le porte-flambeau et qui a pour vitrine politique le Parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party, BJP), la formation de l'actuel Premier ministre, Narendra Modi. Elle fait son beurre de l'hindutva, l'idéologie qui défend le caractère prétendument indissoluble du nationalisme indien et de l'hindouisme.

Une opposition atone

Les grand-messes du RSS et leur folklore d'un autre âge pourraient être pris à la légère si ses affidés n'étaient au pouvoir depuis 2014. C'est grâce à des années passées dans ses camps d'entraînement que Narendra Modi, dont la légende veut qu'il démarra dans la vie comme simple vendeur de thé dans la gare d'Ahmedabad, devint cadre du BJP et fut propulsé chef du



gouvernement de l'Etat du Gujarat (nord-ouest), période durant laquelle des pogroms antimusulmans se déroulèrent sans que les autorités ne bronchent. Plusieurs ténors du gouvernement ont eux aussi usé leur fond de culotte sur les bancs du RSS, à commencer par Arun Jaitley, le très puissant ministre des Finances.

Dans ce contexte, renforcé par des victoires électorales locales à répétition valant au safran, la couleur fétiche du BJP, de couvrir aujourd'hui 22 des 29 Etats de

DANS L'AILE



Sonal Pat Chaudhury / NarPhoto

l'union indienne, du jamais-vu en soixante-dix ans d'indépendance, les plus excités de l'hindutva se sentent pousser des ailes. Leur objectif? Primo, « débarrasser l'Inde » des traditions socialistes de Nehru et de ses descendants, Rahul Gandhi et sa mère, Sonia, qui contrôlent un Parti du Congrès en déliquescence au moins aussi avancée que le Parti socialiste en France. Secundo, généraliser la pratique de l'hindouisme, en enterrant les traditions laïques de l'Inde, le « sécularisme », comme il est écrit dans la Constitution.

MISE EN SCÈNE

MILITAIRE
Le Corps des volontaires nationaux (RSS), le mouvement nationaliste hindou, multiplie les démonstrations de force.

« On ne compte plus les agressions commises à l'encontre des musulmans à partir de simples suspicions », relève Shashi Tharoor, l'un des derniers députés du Parti du Congrès, dont il fut le porte-parole. Tout le monde se souvient en Inde de Mohammad Akhlaq, lynché à mort à son domicile de Dadri, dans l'Uttar Pradesh (Nord), par des voisins hindous qui l'accusaient de cacher dans son réfrigérateur des morceaux d'un veau qu'il aurait volé. « Au lieu d'arrêter ces hooligans, la police a saisi la viande

incriminée et l'a envoyée dans un laboratoire d'analyses qui a fini par dire qu'il s'agissait de viande de mouton », s'insurge Shashi Tharoor. En avril 2017, c'est un éleveur de vaches laitières musulman de l'Haryana, Pehlu Khan, qui a fait les gros titres. Alors qu'il rentrait du marché aux bestiaux de Jaipur, au Rajasthan (Nord-Ouest), son camion a été intercepté sur l'autoroute par une brigade de défenseurs de la vache sacrée se réclamant de l'hindutva. Soupçonné de vouloir manger le bétail qu'il transportait, et non >

REPÈRES

LAÏCITÉ

Promulguée en janvier 1950, deux ans et demi après l'indépendance, la Constitution de l'Inde a posé le principe du « sécularisme » (séparation de l'Etat et des religions). Mais ce n'est qu'en 1976 que le concept a été introduit en tant que tel dans le préambule de la loi fondamentale.

RELIGIONS

En 2017, l'Inde compte 74,3 % d'hindous, 14,2 % de musulmans, 5,8 % de chrétiens, 1,8 % de sikhs et 0,8 % de bouddhistes. Les musulmans sont 191 millions sur une population totale estimée actuellement par l'ONU à 1,349 milliard, ce qui fait de l'Inde le troisième pays musulman au monde, derrière l'Indonésie et le Pakistan.

CASTES

La Constitution indienne interdit toute discrimination se rapportant aux castes, le système millénaire de structuration de la population de confession hindoue. Cependant, les castes sont toujours une réalité au quotidien, depuis le sommet de la hiérarchie, occupé par les brahmanes, jusqu'aux shudras (serviteurs), en passant par les kshatriyas (guerriers) et les vaishyas (commerçants). Les dalits, autrefois appelés intouchables, sont considérés comme extérieurs à ce système.

POLITIQUE

L'Inde est le seul pays en développement à jouir d'un système parlementaire stable depuis soixante-dix ans. Elle est dirigée depuis mai 2014 par Narendra Modi, dont le Parti du peuple indien (BJP) détient la majorité absolue à la Chambre du peuple. Le Parti du Congrès de Nehru et Gandhi est, à l'inverse, à son plus bas historique, avec seulement 44 députés à New Delhi (sur 545) et trois Etats sous son autorité.



► de l'élever pour son lait, l'homme a été arraché à son véhicule et roué de coup de bâtons. Il mourra deux jours plus tard à l'hôpital. En décembre dernier, c'était au tour de Mohammad Afrazul, un ouvrier saisonnier du Bengale-Occidental, d'être tué et brûlé dans un bois de Rajsamand, toujours au Rajasthan. Son agresseur lui reprochait de pratiquer le « love djihad », expression inventée par les extrémistes hindous pour désigner les musulmans qui séduiraient des femmes hindoues dans le seul but de les convertir à l'islam. Trois mois plus tôt, une journaliste de renom, Gauri Lankesh, était quant à elle abattue à l'entrée de sa maison, à Bangalore, dans l'Etat du Karnataka (Sud). Elle était connue pour son combat pour la laïcité. Son assassin présumé, un militant d'extrême droite, a été arrêté mi février.

« La situation va en s'aggravant, mais ces faits divers ne sont pas uniquement liés à l'arrivée au pouvoir de Modi », observe Rajeev Bhargava, professeur de science politique et chercheur au Centre d'étude des sociétés en développement (CSDS), à Delhi. D'après lui, le fait que le principe de laïcité soit régulièrement battu en brèche est révélateur d'une « tendance de fond ». « Le silence de Modi sur toutes ces affaires pose forcément problème, reconnaît Rajeev Bhargava. Plus le

Premier ministre tarde à s'exprimer pour condamner les violences, plus il est difficile de contrôler les groupes qui en sont à l'origine. Résultat, les fondamentalistes prennent de plus en plus de libertés, l'Etat de droit est de moins en moins respecté et le sentiment d'insécurité se répand dans le pays. »

« Au sein du gouvernement, certains ministres n'ont pas autant de retenue, mais, lorsqu'ils parlent, c'est pour jeter de l'huile sur le feu », note Shashi Tharoor. Dans les réunions politiques du BJP, on entend souvent « Ramzade, Haramzade », un slogan qui revient à dire que seuls les fils de Rama, roi de l'Antiquité considéré comme la septième incarnation du dieu Vishnou, ont droit de cité en Inde, tandis que les bâtards de Rama, ceux qui sont soumis « aux influences extérieures », comme l'islam et le christianisme, n'ont rien à y faire.

Récrire la Constitution

« L'Inde a été construite par des gens d'horizons multiples, de par leur langue, leur origine ethnique, leur religion, leur couleur de peau, leurs coutumes... Tout le monde était au départ à pied d'égalité, dans le respect des principes de non-discrimination », rappelle notre interlocuteur, en s'empressant de préciser que le sécularisme indien est très différent de la laïcité telle qu'on la conçoit en France : « Chez vous, le concept est interprété comme la séparation absolue entre l'Etat et la religion. Chez nous, c'est le contraire : l'Etat, en conservant une distance de principe avec toutes les religions, non seulement permet leur enseignement et leur pratique, mais les encourage. »

“LES FONDAMENTALISTES PRENNENT DE PLUS EN PLUS DE LIBERTÉS, L'ÉTAT DE DROIT EST DE MOINS EN MOINS RESPECTÉ ET LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ SE RÉPAND.” RAJEEV BHARGAVA

Au nom de la laïcité, droit hindou et droit musulman coexistent afin de protéger les coutumes de chacun, celles du mariage notamment. « En réalité, la laïcité à l'indienne est fondamentalement liée à l'idée que l'on se fait de la nation », résume Shashi Tharoor. Or ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir à Delhi ont une conception très particulière, dit-il : « Ils réfutent que cette nation corresponde intrinsèquement au territoire de l'Inde et englobe tous ceux qui s'y trouvent. Pour les nationalistes hindous, la nation n'est pas liée au territoire mais à la population. Et dans leur esprit, c'est le peuple hindou qui forme la patrie indienne, ce qui signifie que tout le monde n'a pas les mêmes droits dans le pays. »

Le climat actuel étant propice aux outrances, des voix s'élèvent pour que disparaisse du préambule de la Constitution l'adjectif « laïc » associé à la définition de la République souveraine, socialiste et démocratique indienne. Celles-là considèrent le mot « illégitime », au

GAURI LANKESH

En septembre dernier, cette journaliste bien connue en Inde pour son combat pour la laïcité était tuée par balles devant chez elle, à Bangalore.



Megha Kishan / AFP

motif qu'il a été ajouté en 1976, à la faveur de l'état d'urgence décrété par la Première ministre, Indira Gandhi. « Nous n'avons pas besoin de sa présence dans la loi fondamentale pour que la laïcité s'exerce en Inde. Mais maintenant que le mot y figure, le retirer n'aurait aucun sens »,

plaide Rajeev Bhargava, qui passe pour l'un des meilleurs exégètes de la Constitution.

An en pas douter, le sécularisme sera l'un des grands thèmes de la campagne pour les élections générales de 2019. A droite, le BJP part grand favori. A gauche, le Parti du Congrès est arrivé à la conclusion que, pour renverser la vapeur, il devait se réapproprié les valeurs de l'hindouisme. De même qu'en France la gauche s'efforce depuis plus d'une décennie de retirer au Front national sa mainmise sur le drapeau tricolore et la Marseillaise, en Inde, le clan Gandhi chante aujourd'hui les louanges de Rama pour tenter de couper l'herbe sous le pied de Modi. Shashi Tharoor, lui, vient de publier un livre sur le sujet : *Why I Am A Hindu (Pourquoi je suis hindou, Aleph, non traduit)*. Histoire de montrer que « les formes intolérantes et souvent violentes » de l'hindutva vont « à l'encontre de l'esprit même de l'hindouisme », religion plurielle par excellence. ■ o.o.

ANNONCES LEGALES ET JUDICIAIRES

Marianne est officiellement habilitée pour l'année 2018 pour la publication des annonces judiciaires et légales, par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93) et Val-de-Marne (94). Par arrêté du 21 décembre 2017 relatif au tarif annuel de publication des annonces judiciaires et légales, pour les départements 75, 92, 93 et 94, le tarif 2018 est de 5,50 € hors taxe la ligne. Cela le décret du 28 décembre 2012, les annonces sont mises en ligne sur www.actulegales.fr

Pour publier une annonce légale dans Marianne :
Tél. 09 70 00 95 13
Mail : marianne@pro-legales.com

La gestion commerciale des annonces légales dans Marianne est réalisée par Pro-Legales.com

Seine-Saint-Denis

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'AG du 31/12/2017 de la SASU Hen Consulting au capital de 1000€, siège 12 avenue Jeanne d'Arc 93200 St Denis, RCS 823680459 Bobigny après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation. Radiation au RCS Bobigny.

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

L'AGE du 31/12/2017 de la SASU Hen Consulting au capital de 1000€, siège 12 avenue Jeanne d'Arc 93200 St Denis, RCS 823680459 Bobigny, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2017, a été nommé liquidateur, M. Anouar El Haddad demeurant 12 avenue Jeanne d'Arc 93200 St Denis. Le siège de la liquidation a été fixée au 12 avenue Jeanne d'Arc 93200 St Denis. Mention sera faite au RCS de Bobigny.

Marianne

est désormais journal habilité

pour publier les

Annonces Légales et Judiciaires

Dans les départements 75 - 92 - 93 - 94

Devis et attestation de parution renvoyés dans l'heure
Contact : marianne@pro-legales.com ou 09 70 00 95 13

Pour la gestion des annonces légales,

Marianne a fait le choix d'un partenariat avec Pro-legales.com

l'un des ACTEURS MAJEURS de la publication des annonces légales en France.

Marianne

pro-legales.com